

Sujet: [INTERNET] Collecte des informations en vue du Porter à Connaissance pour la révision du PLU de la commune de Chamant

De : "> AUDOUX Gwenaëlle (par Internet)" <Gwenaëlle.AUDOUX@sanef.com>

Date : Mon, 27 Jul 2015 16:15:47 +0200

Pour : "ddt-saue-pot@oise.gouv.fr" <ddt-saue-pot@oise.gouv.fr>

Monsieur,

Faisant suite à votre courrier du 27 mars 2015, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-dessous les observations générales de **sanef** quant aux conditions de prise en compte de l'autoroute exploitée par **sanef** dans le PLU de la commune de Chamant.

1) Il est nécessaire que le PLU interdise les constructions ou installations dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de l'autoroute, excepté les constructions qui sont liées ou nécessaires aux infrastructures routières, les services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières, les bâtiments d'exploitation agricole et les réseaux d'intérêt public (cf. article L111-1-4 du Code de l'Urbanisme).

2) Il est opportun d'établir un zonage spécifique à l'emprise autoroutière pour « *les constructions, installations ou ouvrages nécessaires au bon fonctionnement et à l'exploitation de l'autoroute ou compatibles avec l'affectation du domaine public autoroutier* ».

3) Il est utile que le PLU puisse être compatible avec d'éventuels aménagements futurs de l'ouvrage public autoroutier à savoir extension de la voirie ou construction d'ouvrage annexes et cela dans une bande de 50 mètres de part et d'autre de l'emprise autoroutière.

4) Au vu du statut particulier du domaine public autoroutier, les terrains se trouvant sous la gestion de **sanef**, ne doivent en aucun cas entrer dans le périmètre d'un espace boisé classé.

5) Il convient de rappeler qu'il appartient aux maîtres d'ouvrage de bâtiments d'habitation de prendre toutes les dispositions pour que l'isolement acoustique soit conforme à la réglementation en vigueur (loi n°92-1444 du 31/12/1992 relative à la lutte contre le bruit, décret n°95-21 du 09/01/1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres en matière de lutte contre le bruit, arrêté du 06/12/1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit).

Par ailleurs, ces dispositions ont été complétées par le classement sonore prévu par la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et son décret d'application n°95-21 du 9 janvier 1995. Au regard de ces textes, l'autoroute A1 a été classée en catégorie 1 par Arrêté de Monsieur le Préfet de l'Oise, créant ainsi une distance de 300 mètres de part et d'autre des infrastructures routières, où s'imposent des mesures d'isolation acoustique aux maîtres d'ouvrages d'habitations.

6) Le réseau d'assainissement autoroutier a été calculé en fonction des besoins propres de l'autoroute et des conséquences de celle-ci sur l'hydrologie locale. Ces données ne doivent en aucune manière être modifiées par la vocation des terrains riverains de l'autoroute.

7) Il est important de veiller à ce que le faisceau hertzien d'exploitation et de sécurité de l'autoroute soit protégé contre d'éventuelles perturbations, notamment du fait de constructions de bâtiments de grande hauteur.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.



Gwenaëlle Audoux
sanef groupe - Direction juridique
gestionnaire Juridique
BP 50073
60304 Senlis Cedex
tél : 03 44 63 77 21
fax : 03 44 63 77 09
gwenaëlle.audoux@sanef.com

